



Objet : Communiqué de presse

A Montreuil, le 15 mai 2018

47 avenue Pasteur
93100 MONTREUIL
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

Le 17 mai, procès à Privas : EDF contre lanceurs d'alerte **EDF devrait renforcer sa sécurité plutôt que d'assigner des lanceurs d'alerte en justice**

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente soutient les militants de Greenpeace qui se sont introduits dans la centrale nucléaire de Cruas-Meysse pour dénoncer le mensonge sur la sécurité des installations nucléaires.

Dépendance

L'industrie nucléaire française, si elle a réussi à produire de l'électricité, est incapable d'assurer notre indépendance énergétique. Après avoir épuisé les quelques traces d'uranium français en laissant des déchets sur les routes, les parkings et autres endroits publics, elle est totalement dépendante d'un approvisionnement étranger.

Énergie coûteuse

Aucun EPR ne fonctionne, le contribuable français devra déboursier quelques centaines de millions d'euros pour l'EPR finlandais qui aurait dû être mis en service en 2009 et ne l'est toujours pas¹ ; l'EPR de Flamanville dont les travaux ont débuté en 1978 n'est toujours pas opérationnel et son existence même est mise en cause. Les surcoûts de construction pour ces deux réacteurs sont exorbitants.

Énergie sale et dangereuse

L'énergie nucléaire, est une énergie particulièrement sale de par ses conditions d'extraction, de traitement et de stockage des déchets.

Les différents gouvernements français ont lancé des programmes sans maîtriser les risques et les conséquences de ce choix énergétique. Aux abois, l'Etat avance le projet du site de Bure pour stocker des déchets dangereux pour des centaines de millions d'années.

EDF a beau jurer que toutes les installations productrices sont « sous contrôle », Greenpeace a réussi à s'introduire à plusieurs reprises dans des centrales nucléaires (Cattenom et dernièrement Cruas-Meysse). On peut comprendre que l'État français et EDF, qui ont tout misé sur le nucléaire, soient très fâchés d'être contredits de façon aussi flagrante. EDF a choisi d'assigner en justice des citoyens œuvrant pour le bien commun plutôt que de renforcer la sécurité de ses centrales. Nous nous réjouissons qu'une commission d'enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires soit créée. Elle doit travailler de manière indépendante et rendre publiques ses conclusions.

Les militants de Greenpeace ont agi de façon spectaculaire et selon les principes de l'action non-violente. Ils devraient être protégés en tant que lanceurs d'alerte.

Le MAN demande à EDF d'abandonner ses poursuites et à l'Etat français de s'engager dans une véritable transition énergétique. Le Mouvement réitère son soutien aux militants mis en accusation lors du procès du 17 mai à Privas.

Le Comité d'animation du MAN

1 http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/03/10/epr-areva-en-passe-de-solder-son-lourd-contentieux-finlandais-avec-tvo_5268784_3234.html